

## Prévention de la maltraitance

# « Une vigilance au quotidien »

Des images chocs, des professionnels sur la sellette, des familles inquiètes... Le documentaire de Zone interdite sur la maltraitance en établissements a créé une sacrée secousse. Un électrochoc ?



Une image que nous n'aurons pas vu sur M6 le 19 janvier : celle d'un IME bientraitant, ici Les Étoiles dans l'Oise.



\* « Enfants handicapés : révélations sur les centres qui les maltraitaient », à regarder sur M6replay

« J'ai cru qu'on était en Roumanie », réagit cette téléspectatrice, prise de cours par les images d'un documentaire diffusé le 19 janvier dans Zone Interdite sur la maltraitance dans des établissements pour enfants handicapés\*. Des images choquantes, frisant l'insupportable...

Ils étaient plus de 3 millions devant leur poste, 24 000 à tweeter en direct. Un documentaire qui a fait l'effet d'une secousse dont l'onde de choc se faisait encore sentir plusieurs semaines après, jusqu'à provoquer une conférence de presse de la ministre Marie-Arlette Carloti. Les IME de Moussaron et de Monchy-le-Preux, deux des établissements visés (*lire ci-contre et p. 16*), sont-ils des situations paroxystiques, des « verrues » dans le paysage médico-social - le mot est de l'administrateur provisoire de Moussaron - ou faut-il parler d'« arbres qui cachent la forêt », une des expressions qui ont fleuri sur les réseaux sociaux ?

« Dommage que le documentaire ait un peu trop misé sur le sensationnel », juge Gérard Rey, président de l'AJH (Haute-Garonne) et de l'Urapei Midi-Pyrénées, qui craint l'amalgame et le danger d'une « stigmatisation réciproque entre professionnels et familles ». Mais surtout, pour lui, les problématiques sont emmêlées, les différences floues entre formes de maltraitances (violence institutionnelle versus actes de salariés). Difficile de dénouer les fils entre l'exil en Belgique, les camisoles chimiques en hôpitaux psychiatriques et le manque criant de places qui réduit les familles au silence... Il n'en demeure pas moins que

pour lui, évoquer le sujet peut libérer « la parole des familles » et sensibiliser le grand public aux véritables enjeux de ces dérapages. Hélène Ripolli, présidente de l'Apogei 94, va plus loin : il fallait le choc des images pour marquer l'opinion. Des images « qui m'ont beaucoup remuée, mis hors de moi ». Il faut dire qu'Hélène Ripolli est maman d'un enfant autiste de 41 ans, qui a connu « une succession de maltraitances ». « Il a échappé à l'hôpital psychiatrique mais pas aux dortoirs de la Belgique ». Et Hélène Ripolli d'évoquer le manque de moyens, les carences en formations, le défaut de considération d'un secteur, les espaces de vie en-deçà des limites de l'intimité... comme autant de facteurs de risques.

### Garde-fous Institutionnels

Le risque de maltraitance, toujours présent, c'est aussi le discours de Cécile Pilot, directrice d'une MAS et d'un établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés de Périgueux. Même si elle met un bémol : « Il ne faut pas non plus la galvauder, la confondre avec la négligence ». L'effet post-médiatique, elle a pu le mesurer d'emblée, quand « des amis m'ont interpellée sur mon métier ». Offensée, blessée, outrée, elle est passée par toutes les émotions devant le documentaire, pour au final se rebiffer : « Cela ne reflète pas le sens du travail mis en œuvre dans nos structures ! ». Avec un peu plus de recul, elle en a bien conscience : « Quand on s'occupe de grande vulnérabilité, on peut rapidement glisser vers la posture de la toute puissance ».

D'où la nécessité de mécanismes de régulation institutionnels : l'autorégulation d'abord dans les équipes mais aussi un management à la hauteur, des espaces d'analyse de la pratique, des écrits aussi, comme ce « registre des événements indésirables », des sanctions au besoin et surtout une réflexion permanente sur les bonnes pratiques professionnelles. « Que les cadres et chef de service soient présents sur les lieux de vie », surtout que la « parole puisse circuler et qu'il y ait des lieux dédiés pour comme les Conseils de la vie sociale », renchérit Gérard Rey. Et ce, pour mieux contrer le risque de l'épuisement professionnel.

« Bien sûr que nous pouvons être poussés à bout par les troubles du comportement. Nous sommes humains ! Il faut connaître ses limites et surtout